



COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Catherine Bartoli - 06 15 69 58 50

Mouvement ÉCLAIR, une CAPN pour RIEN !

Ces CAPN sont un simulacre de paritarisme.

Les Commissions Administratives Paritaires Nationale (CAPN) concernant le mouvement "ÉCLAIR" se sont tenues du 4 au 6 juin 2012, dates tardives dues au fait qu'initialement, rien n'était prévu.

Avant la tenue de ces CAPN, les collègues retenus avaient déjà été retirés du mouvement inter académique et les postes ré injectés dans le mouvement intra académique.

Autre aberration, sur les 174 postes attribués pour les PLP, seuls 20 % des lauréats changeant d'académie ont été portés à la connaissance des élus. Le ministère n'a pas communiqué les noms des lauréats qui ont obtenu un poste dans leur académie, ni le nom des candidats ayant postulé, qu'ils soient ou non de l'académie !

De plus le ministère a "omis" d'informer les élus -contrairement à la règle- qu'ils pouvaient prendre rendez-vous afin de consulter les dossiers, tout en réaffirmant qu'ils avaient déjà toutes les informations nécessaires.

La présentation et la discussion de cas individuels ont permis de révéler le caractère arbitraire des choix effectués, en dehors de tout critère professionnel.

La circulaire ministérielle stipule que "*la réussite du programme ÉCLAIR [nécessite] la constitution d'équipes pédagogiques expérimentées [...] d'une expérience professionnelle d'au moins trois années...*". Mais le projet affecte sur ces postes environ 50 % de stagiaires, sans expérience pour certains.

La CGT Educ'action continue de demander l'abandon du programme ÉCLAIR et la mise en place d'une véritable politique d'éducation prioritaire.

Montreuil, le 7 juin 2012